

*Les crédits*

ferme qu'il l'était quand la loi est entrée en vigueur il y a de cela des années.

On se demande ce qui arrivera si le pays se scinde. J'espère que cela n'arrivera jamais et je fais tout ce que je peux pour m'assurer que cela n'arrivera pas. Je suis heureux de constater que la majorité des députés ne veulent pas que le pays se sépare. Nous avons des représentants des deux côtés de la Chambre, et seule une poignée de nos collègues veulent un nouvel arrangement pour remplacer la Confédération actuelle.

Je suis encore optimiste au sujet de notre pays. Je crois encore que nous allons continuer à être le dominion du Canada d'un océan à l'autre et que rien ne viendra modifier le régime de soins de santé auquel nous sommes habitués et que tous les Canadiens attendent des principaux paliers de gouvernement.

Une chose qu'on ignore ou qu'on ne comprend pas, c'est que des crédits fiscaux deviennent disponibles quand le gouvernement fédéral réduit ses paiements aux termes du financement des programmes établis. La province a droit à des points fiscaux afin de combler l'écart, de sorte que le montant qu'elle devra y affecter restera le même.

Beaucoup de gens affirment que nous diminuons les fonds du régime de soins de santé. Néanmoins, nous avons gelé le financement des programmes établis. . .

**Le président suppléant (M. DeBlois):** À l'ordre, je vous prie. Je souhaite autoriser un autre député à poser une question ou à formuler un commentaire.

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, le député a prononcé un excellent discours et je tiens à l'en féliciter.

Selon un rapport publié aujourd'hui, un malade sur quatre signale qu'il a dû attendre fort longtemps pour obtenir des soins. Le rapport précise ensuite que, sur ce nombre, 12 p. 100 avaient dû attendre plus de quatre semaines pour être traités.

Quant à moi, je sais que ces retards ne sont pas toujours liés à une question de financement. C'est parfois une question d'efficacité.

Je me demandais si le député songe à des moyens d'accroître l'efficacité de notre régime public d'assurance-maladie.

**M. Belsher:** Monsieur le Président, le député a posé là une excellente question. Je ne suis pas convaincu qu'on déploie suffisamment d'efforts à rechercher le moyen d'améliorer le régime. Avons-nous vraiment consulté

tous les intervenants pour découvrir des moyens d'améliorer le régime?

Quand un malade rend visite à son médecin, celui-ci dispose de feuillets où sont énumérées toutes les analyses possibles. Il peut cocher chacune d'elles. N'étant pas médecin, j'ignore si toutes ces analyses sont nécessaires. Mais n'y a-t-il personne pour vérifier combien sont vraiment nécessaires pour assurer le bien-être général du malade?

Je suis persuadé que d'un océan à l'autre, bien des mesures sont prises qui ne sont pas absolument nécessaires à la santé et au bien-être du malade.

**M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold):** Dans le cadre de son exposé budgétaire du mois dernier, monsieur le Président, le ministre des Finances a annoncé que le gel du financement des programmes établis serait maintenu jusqu'à l'année financière 1994-1995. À l'instar de tous les députés, vous savez qu'il s'agit des montants versés aux provinces pour financer les soins de santé et l'enseignement postsecondaire.

En ma qualité de critique du Parti libéral en ce qui concerne la jeunesse, je tiens à signaler dans quelle mesure la réduction des crédits alloués au régime public d'assurance-maladie va jouer au détriment des jeunes Canadiens.

Il y a quelques années, le Parti libéral a laissé comme qui dirait son empreinte de générosité sur les Canadiens en instaurant l'universalité des programmes sociaux. Alors qu'il traitait l'autre jour des efforts nécessaires pour instaurer la paix dans la région du Golfe, le ministre des Affaires extérieures qui était là aujourd'hui a mentionné Lester B. Pearson. Or, Lester B. Pearson—celui-là même que je désigne comme étant l'Homme de la Paix—dont les travaux lui ont mérité le Prix Nobel de la paix—nous a laissé le régime public d'assurance-maladie et le régime d'assistance publique du Canada outre une grande notoriété pour sa mission de paix.

Ces programmes s'ajoutaient à ceux que M. Mackenzie King avait présentés, soit les pensions de sécurité de la vieillesse, les allocations familiales et l'assurance-chômage.

À cause des nombreuses et excessives compressions budgétaires décrétées par le gouvernement Mulroney, l'avenir de ces programmes est sérieusement compromis. Nous sommes parfois enclins à considérer le régime public d'assurance-maladie comme un programme destiné aux citoyens âgés. Cependant, quand j'examine les